

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMPTES CONSOLIDÉS 2019 DU GROUPE ACTION LOGEMENT : DES RÉSULTATS AU SERVICE DE L'ACTIVITÉ

Les comptes consolidés 2019 du groupe Action Logement ont été approuvés par les Partenaires sociaux réunis en Assemblée Générale. Ils reflètent une capacité financière solide mais en adéquation pour poursuivre les actions déjà engagées dans le cadre de la Convention quinquennale et du Plan d'Investissement Volontaire (PIV), signés avec l'État, au service du logement des salariés.

Le bilan

Au 31 décembre 2019, le bilan consolidé du Groupe s'élève à 88,4 milliards d'euros, composé à plus de 66 % du parc locatif social (plus d'1 million de logements sur tout le territoire). Le bilan consolidé progresse de 6 % par rapport à 2018 principalement en raison de l'effort intense de production des filiales immobilières (+ 4,5 milliards d'euros). Le Groupe porte également à son actif 10,5 milliards d'euros d'encours de prêts, dont 6,7 milliards aux organismes de logements sociaux et intermédiaires et 3,8 milliards d'euros aux salariés pour financer notamment l'accession à la propriété.

La trésorerie de l'ensemble des entités du Groupe est de 9 milliards d'euros cumulés au 31 décembre 2019 et finance les principales activités distinctes et non fongibles. Elle se décompose ainsi : 5,9 milliards d'euros sur Action Logement Services (ALS), 2,4 milliards d'euros sur Action Logement Immobilier (ALI), et 0,7 milliard d'euros sur l'Association Foncière Logement.

- La trésorerie d'ALS est le reflet des besoins de financement des aides et prêts délivrés et des subventions aux politiques publiques. Elle est mécaniquement plus élevée en fin d'année du fait de la collecte de la PEEC¹ (1,7 milliard d'euros), qui intervient en décembre. Elle diminue régulièrement en cours d'année, au rythme des investissements prévus dans la Convention Quinquennale et le PIV.
- Elle intègre également les remboursements de prêts pour 1,3 milliard d'euros ainsi que d'autres fonds à hauteur de 1 milliard d'euros (PEEC dite agricole, fonds de garantie pour Visale...).
- Elle comprend aussi 1 milliard d'euros destiné à des augmentations de capital pour les filiales du Groupe, nécessaires à leur développement, décalées sur 2020.
- En décembre 2019, la trésorerie d'ALS a été exceptionnellement abondée par l'emprunt obligataire d'1 milliard d'euros, destiné à contribuer à partir de 2020 au financement du PIV signé avec l'Etat, participant ainsi à la mise en œuvre de politiques d'intérêt général.

Ces éléments sont à mettre en perspective avec les engagements contractuels pris sur les deux prochaines années avec les acteurs du secteur du logement social.

- La trésorerie disponible est engagée à hauteur de 3,5 milliards d'euros non décaissés pour les prêts aux organismes de logements sociaux et intermédiaires et 100 millions d'euros sous forme de prêts aux salariés des entreprises pour les aider dans le financement de leur acquisition de logement.

¹ Participation des Entreprises à l'Effort de Construction

- Cette trésorerie est en outre engagée auprès de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), ALS finançant à 70 % le NPNRU ce qui représente notamment 4,5 milliards d'euros de subventions dont 1,3 milliard d'euros d'ici 2022.

En 2019, le résultat net part du Groupe s'élève à 1,4 milliard d'euros porté par l'activité immobilière à près de 80 %. Il a vocation à être investi notamment auprès des filiales d'ALI pour favoriser la construction, la rénovation et la réhabilitation de logement social.

L'activité

En 2019, l'activité immobilière demeure soutenue avec 42 038 nouveaux logements sociaux et intermédiaires programmés et 25 200 mis en réhabilitation. Le patrimoine immobilier des 56 filiales d'ALI s'élève à 1 032 499 logements sociaux et intermédiaires, ce qui représente près de 4 millions de personnes logées.

Sur l'année 2019, l'activité de services et de financement a permis d'attribuer 510 924 aides pour un montant de 581 millions d'euros. ALS a apporté des financements à hauteur de 1,4 milliard d'euros permettant ainsi la construction de 101 426 logements.

Enfin, 634 millions d'euros ont accompagné les politiques publiques liées au logement dont l'ANRU pour 475 millions d'euros et le Fonds National des Aides à la Pierre (FNAP) pour 50 millions d'euros.

Ces réalisations s'appuient sur un modèle unique et original qui exige une robustesse financière pérenne. Le projet de ponction de l'Etat prévu au PLF 2021 impactera ce niveau ambitieux d'engagements.

À PROPOS D'ACTION LOGEMENT

Depuis plus de 65 ans, la vocation d'Action Logement, acteur de référence du logement social et intermédiaire en France, est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi.

Action Logement gère paritairement la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC) en faveur du logement des salariés, de la performance des entreprises et de l'attractivité des territoires. Grâce à son implantation territoriale, au plus près des entreprises et de leurs salariés, ses 18 000 collaborateurs mènent, sur le terrain, deux missions principales.

Construire et financer des logements sociaux et intermédiaires, prioritairement dans les zones tendues, en contribuant aux enjeux d'éco-habitat, de renouvellement urbain et de mixité sociale. Le groupe Action Logement compte 500 filiales immobilières dont 51 ESH et un patrimoine d'un million de logements sociaux et intermédiaires.

Sa deuxième mission est d'accompagner les salariés dans leur mobilité résidentielle et professionnelle. Le Groupe s'attache particulièrement à proposer des services et des aides financières qui facilitent l'accès au logement, et donc à l'emploi, des bénéficiaires, qu'ils soient jeunes actifs, salariés en mobilité ou en difficulté.

Plus d'informations sur : www.actionlogement.fr - @ActionLogement

CONTACT PRESSE

Action Logement Sophie Benard : 07 50 60 95 78 / sophie.benard@actionlogement.fr